

LE MEXIQUE, ZONE DE LUTTES PAYSANNES. L'EXEMPLE DE LA FILIÈRE SUCRE DANS L'ÉTAT DU VERACRUZ

Catherine Delhoume

IEDES-Paris I, Francia

Recibido: 01-02-2005 / Revisado: 25-04-2005 / Aceptado: 14-06-2005 / Publicado: 21-09-2005

Résumé: Le Mexique constitue un pays dont la symbolique agraire représente un élément fort. La réalité est beaucoup plus complexe et nettement différenciée entre les différents Etats mexicains. En effet, le PRI, à la sortie d'une Révolution mexicaine sans fin, doit s'affirmer sur des chefs locaux, des «caciques», pour s'imposer nationalement. Les concessions sont donc inévitables.

Souvent, les études ruralistes sur le Mexique attribuent à l'ancien Etat-Parti, le PRI (Parti Révolutionnaire Institutionnel) un rôle hégémonique dans la mise en place des politiques agricoles, édictées par des acteurs «du haut» de manière autoritaire.

Pourtant, bien que le PRI ait disposé d'une grande force politique, il a été obligé d'effectuer d'importantes concessions économiques et politiques au niveau local pour parvenir à ses fins. En effet, des mobilisations paysannes de résistance au pouvoir central ont émergé tout au long du XX^e siècle. Les mobilisations des producteurs de canne à sucre dans l'Etat du Veracruz en sont une illustration. À travers notre exposé, il s'agit de montrer que tout au long du XX^e siècle, un répertoire d'action collective diversifié s'est construit au sein de la branche sucrière.

Mots-clé: Mexico, PRI, canne à sucre, Veracruz, mobilisations.

Catherine Delhoume

IEDES-Paris I, Francia.

E-mail: c_delhoume@yahoo.fr

Le Mexique constitue un pays dont la symbolique agraire représente un élément fort. À ce titre, le PRI¹, a représenté le parti des paysans, et a été perçu comme tel par ces derniers. L'historiographie du pays montre ainsi un groupement politique dont l'idéologie agraire aurait connu un grand succès parmi l'ensemble des agriculteurs mexicains du territoire, qui l'auraient plébiscité. Pourtant, la réalité est beaucoup plus complexe et nettement différenciée entre les différents Etats mexicains: le projet « hégémonique » du PRI ne correspond pas à la réalité. En effet, ce parti, à la sortie d'une Révolution mexicaine sans fin, doit s'affirmer sur des chefs locaux, des «caciques²», pour s'imposer nationalement. Les concessions économiques, politiques et sociales sont donc inévitables. Nous postulons donc que le « projet agraire » unificateur du PRI n'a été qu'un mythe et qu'en définitive, ce projet a pris des dimensions bien différentes suivant les Etats mexicains, et selon les rapports de force existant localement. À ce titre, le Veracruz constitue un cas d'étude très intéressant: depuis la Révolution mexicaine, cet état s'est caractérisé par une grande agitation sociale: les mouvements paysans, marqués par une tradition de lutte autonome par rapport au pouvoir national, n'ont pas pu être totalement éradiqués par la répression ou intégrés pleinement au sein de l'appareil corporatif de la CNC³, mis en place dans les années 1930.

À travers notre exposé, il s'agit de montrer que tout au long du XX^e siècle, un répertoire d'action

1. Partido Revolucionario Institucional, Parti Révolutionnaire Institutionnel. Ce groupe politique doit être appréhendé comme un Etat-parti, dans la mesure où il a été à la tête de l'Etat durant plus de soixante ans.

2. Le cacique est un chef local qui exerce sa domination politique sur un ensemble d'individus. Le caciquisme naît dans les sociétés qui présentent, en raison de leurs caractéristiques particulières, les conditions favorables à l'apparition de relations de patronage et à la constitution de réseaux de clientèle.

3. Confederación Nacional Campesina, Confédération Nationale Paysanne. Il convient de souligner que les organisations sociales mexicaines ont été incorporées à l'Etat sous trois secteurs : ouvrier, populaire et paysan. C'est la CNC qui a représenté l'instance principale de représentation des paysans mexicains, exerçant un quasi-monopole dès les années 1950.

collective diversifié s'est construit au sein de la branche sucrière. Nous avons particulièrement mis l'accent sur une filière, la canne à sucre, qui illustre bien les résistances qui se sont tissées régionalement au corporatisme d'Etat tel qu'il a voulu être appliqué par le PRI. Une présentation historique (XXème siècle) puis contemporaine des luttes sucrières qui ont eu lieu dans le Veracruz constitueront la « trame » de cet exposé.

1. Un état qui se caractérise par des mouvements autonomes par rapport au pouvoir central

1.1 Des organisations de travailleurs dès le début du siècle

Le Veracruz est une zone de hautes luttes paysannes et c'est pour cela qu'il a été considéré comme un « laboratoire » de la révolution. En effet, c'est un des premiers états du Mexique où se sont constitués des syndicats de travailleurs, et cela dès 1906, lorsque des ouvriers du textile d'Orizaba, au nord de l'état, s'organisent pour demander de meilleures conditions de travail [Baitenman, 1997]. Quelques années plus tard, les ouvriers des industries de tabac de Xalapa, Córdoba et San Andrés Tuxtla fondent à leur tour des syndicats, qui organisent en 1919 le premier congrès des travailleurs de la région, qui va donner naissance à la Fédération des Travailleurs de Xalapa. Sous la houlette de la CROM⁴, on assiste à l'émergence d'une multitude d'associations de travailleurs (tabac, café, boulangerie), notamment à Xalapa, qui se sont orientées vers des luttes liées aux conditions de travail, mais aussi vers des problématiques agraires. A partir de 1918, la plupart de ces associations sont affiliées à cette confédération, qui devient le syndicat dominant de l'état. L'influence marxiste imprègne ces organisations, qui vont tenter de mettre en marche des coopératives agricoles dans la région, sans grand succès car elles seront démantelées en 1925 par le président Calles.

Comme on peut le constater, cette confédération regroupe des ouvriers mais aussi des paysans. Elle

a ainsi été proche des mobilisations agraires concernant la demande de terres. C'est à la même époque, plus exactement en 1923, que des organisations agricoles, mais aussi des syndicats ouvriers, font allégeance à la Ligue du Veracruz, créée à cette époque.

1.2 Une instance emblématique: la Ligue du Veracruz

La ligue du Veracruz a été la première créée par un état fédéral. Elle a émergé grâce aux actions menées par le gouverneur du Veracruz, Adalberto Tejeda, qui cherche le soutien des travailleurs agricoles et urbains et de leurs organisations, plus particulièrement de la mouvance « agrariste » afin de renforcer sa position vis-à-vis du pouvoir national.

La Liga de Comunidades Agrarias y Sindicatos Campesinos del Estado de Veracruz naît en 1923. Elle va servir d'assise politique et de base à la légitimité du pouvoir de Tejeda. Le premier leader de cette Ligue est une autre figure emblématique du Veracruz: il s'agit d'Ursulo Galván⁵, qui va encourager la formation de comités agraires dans le but d'élargir les actions menées par la Liga et favoriser ainsi la répartition agraire.

La Liga s'inscrit en porte-à-faux avec le pouvoir national, qui souhaite à ce moment limiter le partage des terres, ce que refuse la ligue du Veracruz. Des mouvements de guérillas vont s'organiser et donner lieu à une bataille entre les « rouges » (les « agraristes » du Veracruz) et les « blancs » ou veteranos (le pouvoir national). Durant cette décennie, l'état est au bord de la guerre civile⁶.

Ce conflit, violent, inquiète le pouvoir national, notamment en 1926 lorsque la Liga devient nationale. Elle sera toutefois affaiblie à la suite des dissensions internes, notamment entre partisans du pouvoir central et « communistes ». Cette fragilisation de la Liga va permettre son intégration ultérieure au sein de la CNC, en 1938, époque à laquelle le mouvement « agrariste » est neutralisé en échange

4. Confederación Regional Obrera, Confédération Régionale Ouvrière.

5. Ursulo Galván était un ancien charpentier issu de la région huastèque du Veracruz. Il a fait partie de l'armée « Constitutionnaliste » durant la Révolution ainsi que dans des organisations syndicales, avant d'être enrôlé par le Parti Communiste du Veracruz, et devenir le leader emblématique de l'Union Révolutionnaire du même état.

6. En effet, Tejeda, le gouverneur du Veracruz, s'oppose aux forces de la garde civile, symbolisé par Guadalupe Sánchez, commandant régional de l'armée fédérale (García Morales, 1989).

de concessions de la part du pouvoir fédéral. La ligue du Veracruz, bien qu'elle soit rehaussée de prestige - elle symbolise la lutte révolutionnaire - a toutefois été un mouvement ambivalent: les intérêts personnels et la violence exercée à l'encontre des paysans sont allés à l'encontre des revendications premières des « agraristes ».

1.3 Des mouvements ambivalents

Si la ligue du Veracruz se revendique « agrariste » et révolutionnaire, en lutte pour les intérêts paysans, les récits historiques locaux sont moins « idylliques » et montrent une plus grande complexité: l'Etat est à cette époque marqué par le banditisme, les « caciquismes » et la violence. La Liga a donc été impliquée dans un complexe jeu d'alliances et de luttes: si, d'un côté, il existe une forte volonté d'autonomie de ce mouvement et des idéaux révolutionnaires, de l'autre côté, des intérêts parasites viennent « dénaturer » le mouvement, notamment à cause des caciques locaux, qui en échange de leurs soutiens à Tejeda ont obtenu des concessions qui leur ont permis d'étendre leur pouvoir local de manière autoritaire.

Beaucoup de guérillas se sont développées dans la région, encouragées par le gouverneur Tejeda, qui va armer ces mouvements agraires en échange de leur soutien politique, et lutter ainsi contre le pouvoir national en vue d'une candidature à la présidence de la République. Les chefs locaux ont donc été des acteurs essentiels dans cette alliance « agrariste », car ils ont permis à Tejeda de disposer d'une assise sociale et politique importante.

Ainsi, les idéaux prônés par Ursulo Galván vont vite se transformer en banditisme : les caciques locaux voient là une forme d'étendre leur pouvoir. Ces guérillas, utilisant répression et violence, vont souvent semer la terreur chez les paysans (Falcón Romana et al., 1986). Ce fût notamment le cas d'un village situé non loin de Xalapa, Carrizal, où le cacique local, Aurelio Rodríguez, après avoir fait allégeance à A. Tejeda et U. Galván, a bénéficié de leur soutien. A. Rodríguez a pourtant semé la terreur au sein du village en imposant ses décisions par les armes⁷. La répartition agraire est

apparue peu transparente, dépendante du contexte local dans lequel elle s'est insérée et des rapports de force en présence. Dans de nombreuses communautés rurales, elle a surtout bénéficié à ceux qui soutenaient le cacique, au détriment des autres paysans.

Ce mouvement est donc marqué par l'autoritarisme et souvent, la Ligue du Veracruz n'a pas pris en compte la problématique locale des paysans, en restant assez éloignée des demandes et des intérêts locaux. Bref, ce mouvement se caractérise par son autoritarisme et son absence de démocratie et par une très grande violence, qui va continuer à se manifester par la suite: ainsi, entre 1934 et 1940, plus de 2000 agraristas sont tués au Veracruz (Stavenhagen et al., 1979).

Si dans les années 1970 la violence a été canalisée, l'agitation paysanne n'a pas disparu, tout particulièrement dans le secteur sucrier.

2. Les années 1970 : une mobilisation emblématique

Un mouvement va démarrer à l'ingenio⁸ San Cristobal, et va rapidement se propager dans l'ensemble de l'état, face aux succès des revendications. Nous verrons ici la genèse du mouvement et les orientations qu'il a prises.

2.1 La raffinerie San Cristobal, déclencheur de la mobilisation

I) Un contexte agité

a) Une situation économique qui se détériore

Dans les années 1970, l'agriculture mexicaine traverse une crise: les cours internationaux ne sont pas favorables aux produits mexicains, l'auto-suffisance alimentaire du pays n'est plus assurée.

Le secteur sucrier n'échappe pas à cette crise généralisée: les prix internationaux du sucre sont en baisse car il y a surproduction mondiale. Les entrepreneurs mexicains, qui viennent de connaître une embellie notoire avec la hausse des exportations avec les Etats-Unis, sont dans une situation délicate

7. On peut qualifier le mouvement révolutionnaire mexicain d'ambivalent : en effet, banditisme et caciquisme d'un côté, idéaux révolutionnaires de l'autre, sont les deux facettes entremêlées d'un mouvement complexe.

8. En espagnol, raffinerie de sucre.

te: ils ont contracté beaucoup d'emprunts, notamment auprès de la FINASA⁹, qu'ils n'arrivent pas à rembourser, d'autant plus qu'une grande partie de cet argent a été détourné vers d'autres négo-ces¹⁰. Ainsi, face à la baisse des exportations de sucre mexicain, les raffineries de sucre mexicaines s'endettent.

La raffinerie de sucre de San Cristobal, située au sud du Veracruz, constitue un cas exemplaire de cette situation, et reflète la crise économique latente.

b) La raffinerie San Cristobal : la plus grande raffinerie des années 1960

C'est dans les années 1960 que cette raffinerie connaît une forte croissance. A ce moment là, l'ingenio San Cristobal est le plus important au monde par sa capacité de broyage, et se caractérise par une zone d'approvisionnement de 64 000 hectares, répartis sur plus de quinze municipes¹¹ ; plus de 7 000 producteurs y amènent leur canne [Mestries et al., 1987].

La capacité de production de la raffinerie a notablement augmenté grâce à l'extension de ses surfaces cultivées. Cela a constitué un double avantage:

- les industriels ont ainsi pu éviter d'investir de manière trop importante dans la modernisation agricole (intrants, achats d'équipements de pointe) et diminuer ainsi les coûts de production.
- ils ont pu étendre leur influence politique, ce qui a favorisé les caciquismes locaux : en effet, en étendant les surfaces cultivées, on augmente le nombre de producteurs de canne à sucre habilités.

Cette situation n'a pas favorisé les producteurs de canne, complètement subordonnés au pôle industriel, lequel va commettre de nombreux abus et léser économiquement ses pourvoyeurs en canne : les coûts de transport, qui ont augmenté à cau-

se de l'éloignement des parcelles et de l'extension des surfaces, sont à la charge exclusive des producteurs, alors que le décret en vigueur souligne le partage des frais entre ces derniers et les industriels; des producteurs « libres » - c'est-à-dire ceux qui se trouvent en dehors de la zone d'approvisionnement légale - sont, quant à eux moins payés.

Ce modèle d'intégration verticale des producteurs de canne arrive toutefois à bout de souffle dans les années 1970 à cause de la baisse des prix sur le marché mondial. La raffinerie se trouve dans une situation délicate: elle doit 970 millions de pesos à la FINASA, somme qu'elle n'arrive pas à rembourser. A cela s'ajoute une dimension politique qui ne joue pas en faveur de l'ingenio San Cristobal: de nombreux conflits ont surgi entre les propriétaires et les cadres nationaux du PRI¹².

c) Conflits politiques

Dans ce contexte, l'Etat se montre particulièrement intransigeant avec les propriétaires de l'ingenio San Cristobal. Finalement, l'Etat va prendre le contrôle de la raffinerie San Cristobal et va créer la Impulsora de la Cuenca del Papaloapan (ICP, Promotrice du Bassin du Papaloapan), entreprise qui devient propriété de la FINASA. La présence de l'Etat représente pour les producteurs de canne un espoir de voir leurs conditions s'améliorer. Pourtant, cette étatisation ne va pas tenir ses promesses : la désignation d'un gérant, ami intime de Díaz Ordaz, qui ne connaît rien à la problématique sucrière, est déjà un signe avant coureur.

II) Des relations asymétriques

Avec la nationalisation, il n'y a donc aucun changement pour les cañeros, qui continuent à être lésés de la même manière qu'ils l'ont été avant que la raffinerie ne devienne propriété de l'Etat. Le mécontentement gronde face à une subordination qui est

9. Financiera Nacional Azucarera (Banque Nationale du Sucre), organisme financier de crédit aux paysans - producteurs de canne à sucre, créé en 1954.

10. En effet, les propriétaires des raffineries ont détourné l'argent au profit de négo-ces comme l'hôtellerie, mais aussi à des fins personnelles.

11. En espagnol, municipio: ce terme ne doit pas être confondu avec celui de municipalité, d'où sa traduction par la notion de « municipe ». Le municipio fait référence à un découpage administratif plus large, comprenant plusieurs villages et hameaux, placés sous la juridiction d'un chef-lieu. Il est l'unité de base d'administration et de gouvernement. Il est en principe administré par un président municipal élu au suffrage universel avec son cabinet.

12. Les tensions politiques ont été nombreuses, notamment en 1968, entre le propriétaire, Garcia Mora, et le président en exercice, Gustavo Díaz Ordaz, qui reproche à ce dernier d'appartenir à un groupe politique opposé, celui de Miguel Alemán, qu'il combat.

de plus en plus mal vécue. Plusieurs facteurs vont favoriser une grève durant la récolte 1972-1973:

- des contrats individuels signés avec la raffinerie de sucre défavorables aux producteurs de canne, que ces derniers sont obligés d'accepter: ils sont assujettis au prix du sucre, mais surtout au bon vouloir de la raffinerie, qui détermine la surface de canne qui sera cultivée, à partir de laquelle seront octroyés les crédits. De la même façon, elle fixe les jours de coupes et oblige le producteur à remettre une certaine quantité de canne à la raffinerie. Quant aux obligations de cette dernière, notamment en ce qui concerne les crédits, elles restent floues.
- une inégalité de traitements entre petits et grands propriétaires, ces derniers étant nettement favorisés durant la récolte: plus de coupeurs de canne mis à leur disposition, un traitement préférentiel de la part de la raffinerie.
- le paiement effectué en fin de récolte (liquidación) au producteur, est amputé à cause des « manipulations » de la raffinerie: celle-ci abaisse délibérément le poids de matière première amenée et pesée au bately¹³.
- le coût des transports, qui a suscité une grosse polémique, car il a représenté, avec celui de la coupe et du chargement, environ 60% des coûts totaux de production de la canne. Etant donnée la dispersion des surfaces cultivées, les producteurs de canne les plus éloignés ont été les plus lésés et les plus fréquemment endettés. De la même façon, la répartition des frais concernant l'emploi des coupeurs de canne a été source de dissensions.

Les revenus des producteurs sont, dans ce contexte, peu élevés, et l'endettement est fréquent. Dans ce cadre, les relations entretenues avec les industriels sont très mauvaises, aggravées par le mépris affiché par ces derniers à l'encontre de leurs pourvoyeurs en matière première¹⁴. Pourtant, les revendications des producteurs de canne ne sont pas extravagantes: il s'agit essentiellement de faire baisser les coûts de transport.

Le contexte est ici favorable à une mobilisation collective et à l'émergence d'une nouvelle organi-

sation, la Federación Veracruzana de Productores de Caña (FVPC).

2.2 1969-1973 : Le mouvement sucrier au Veracruz

- I) L'émergence d'une organisation régionale de plus en plus importante : la Federation du Veracruz des Producteurs de Canne à sucre
- a) Conditions d'émergence

Ce sont des relations complètement déséquilibrées entre producteurs de canne et raffineries qui sont à l'origine du mécontentement, ce qui va pousser dans un premier temps les cañeros à chercher de nouvelles alternatives organisationnelles.

Un leader, Roque Spinozo Foglia, va canaliser ce mouvement de mécontentement à son profit, en créant de nouvelles organisations locales de producteurs, dont les réussites vont rencontrer un écho très favorable parmi les cañeros¹⁵.

Ainsi, des accords collectifs vont être signés dans certaines zones sucrières¹⁶, qui rééquilibrent les relations entre les deux parties. Parmi les réussites les plus notables, on note:

- l'obligation de la part de la raffinerie de payer les cannes non récoltées.
- l'octroi de bourses d'étude aux fils de producteurs.
- la fixation de meilleurs rendements de garantie.

Ces réussites ne sont pas minces, toutefois elles ne concernent pas toutes les zones d'approvisionnement, et sont le fait du dynamisme des associations locales de producteurs. C'est dans ce contexte que le mouvement de Roque Spinozo, dont les revendications sont de plus en plus populaires, va se transformer en organisation.

- b) Popularité de Roque Spinozo et création de la Federación Veracruzana

Face aux succès des mobilisations impulsées par

13. Ce mot désigne la cour ou la plate-forme de la raffinerie où arrive la canne à sucre.

14. En effet, ces derniers ignoraient les plaintes des producteurs et ne les recevaient quasiment jamais dans leurs bureaux. De plus, les inspecteurs de la raffinerie apparaissaient rarement en milieu rural, et les prêts d'urgence octroyés aux producteurs ont été supprimés, contrairement à ce que faisait l'administration privée.

15. En espagnol, producteurs de canne à sucre.

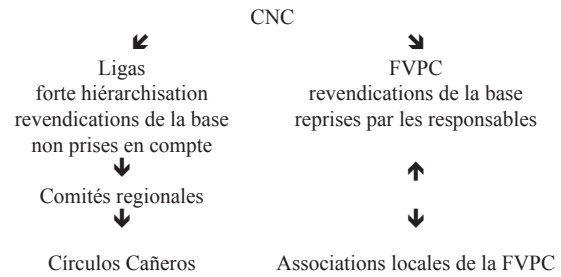
16. Notamment celles qui dépendent des raffineries San Francisco Naranjal et San Pedro.

Roque Spinozo, une organisation régionale va naître en 1971: la Federación Veracruzana de Productores de Caña (FVPC). Bien qu'elle soit intégrée à la CNC, la FVPC a su conquérir des espaces de pouvoir et d'autonomie au sein de la confédération, grâce au succès des actions entreprises qui lui permettent de bénéficier d'un supplément de légitimité¹⁷.

Les revendications de la FVPC vont trouver un écho favorable auprès des producteurs de canne, car ses demandes, plus proches des aspirations de la base, inquiètent la centrale paysanne, tant elles remettent en cause la place assignée par le pouvoir au paysannat mexicain, en l'occurrence sa subordination afin que le prix du sucre au consommateur soit le plus bas possible et que la canne à sucre soit source de devises sur le marché international.

Les luttes de la Federación Veracruzana se sont orientées tant à l'encontre des industriels que des leaders des organisations paysannes, qui ne représentent pas les intérêts des producteurs et qui ont été corrompus par la raffinerie. Cette dénonciation a choqué les vieux caciques du sucre qui se sentent menacés.

Deux modes de fonctionnement se trouvent face à face: d'un côté, des leaders intégrés au sein de l'appareil traditionnel de la CNC, avec les Ligas de Comunidades Agrarias, les Comités Regionales Campesinos et les présidences municipales qui constituent les appareils traditionnels de contrôle étatique, puis sectoriellement les Círculos Cañeros (UNPCARM), instance organisationnelle dominante dans la filière sucre. De l'autre on trouve les associations locales de la FVPC présidées par Roque Spinozo, qui bien qu'affiliées à la CNC, se montrent beaucoup plus critiques vis-à-vis de l'appareil bureaucratique mis en place par le pouvoir dans les campagnes mexicaines. Le schéma suivant illustre notre propos:



La FVPC va acquérir une assise sociale de plus en plus importante dès sa création. Son succès est dû à son assise régionale et par les mobilisations effectuées, qui contrastent avec l'apathie des dirigeants des Círculos Cañeros. Parmi les grèves, c'est celle de San Cristobal qui va avoir le plus d'impact: les plus hautes sphères de l'Etat vont participer à la résolution du conflit.

II) 1972-1973 : grève à San Cristobal et forte mobilisation

a) L'enjeu : la signature d'un accord collectif

En juin 1972, la situation est extrêmement tendue entre l'administration publique et les producteurs de canne, notamment parce que le nouveau gérant veut faire payer aux producteurs leurs dettes contractées - abusivement - avec l'ancien propriétaire, García Mora. Le secrétaire général de la CNC, Alfredo Bonfil, accompagné du secrétaire du Comité Regional Campesino vont alors tenter de résoudre le conflit, tout d'abord en effectuant une visite dans la zone.

Mais en réalité, la CNC s'inquiète de la popularité croissante de la FVPC dans la région. Les relations entre les deux organismes sont donc très tendues, tout particulièrement à l'approche de la signature des contrats annuels : les producteurs de canne appartenant à la FVPC se refusent à les signer et présentent un cahier de pétitions. La CNC a perçu ces revendications comme une remise en cause de son pouvoir : en effet, faire avaliser les contrats signifie l'obtention du consensus parmi les producteurs de canne, ce qui n'est pas le cas à l'ingenio San Cristobal.

La centrale paysanne se devait de réagir pour con-

17. Il est important de préciser que son intégration à la CNC a joué en sa faveur. La FVPC n'a d'ailleurs jamais pensé rompre avec la centrale paysanne, car elle savait que cela aurait été préjudiciable aux actions menées. En effet, seules les organisations affiliées à la CNC pouvaient bénéficier des crédits octroyés par les instances parapubliques comme la Finasa, et les réseaux corporatistes ont constitué un canal d'émission des revendications extrêmement efficace.

trécarrer la popularité de la FVPC : ce sera chose faite avec la proposition d'un contrat type national obligatoire et qui régit les relations entre producteurs de canne et raffineries. Cet accord national (Convenio Nacional) établi par Bonfil propose notamment :

- la création de Commissions tripartites intégrées par le propriétaire de la raffinerie ou le gérant, les producteurs de canne et le gouvernement fédéral. Ces commissions ont pour but de vérifier que les contrats soient respectés, surveiller l'octroi des crédits, intervenir dans la programmation et la préparation des plantations, de la culture et de la récolte de la canne, ainsi que son transport.
- un rendement industriel garanti de l'ordre de 8,2% pour le paiement de la canne.
- des bourses d'études pour les fils de producteurs.
- le partage des frais entre producteurs et raffinerie pour maintenir en état les chemins d'accès aux surfaces cultivées.
- la restructuration des zones d'approvisionnement afin de les ajuster au mieux aux besoins de la raffinerie et permettre ainsi une meilleure organisation de la récolte.

La FVPC va critiquer une partie de ces propositions, les jugeant insuffisantes ou mal orientées, et les dissensions internes vont s'aggraver. L'enjeu est de taille: le contrôle sur les organisations des producteurs de canne.

b) Surenchère des revendications et refus des industriels

L'accord national (Convenio Nacional) a été une mesure politique de Bonfil pour freiner le mécontentement grandissant dans les zones sucrières du pays. Il a donc fallu lâcher du lest, et inclure des avancées économiques de manière à freiner la popularité de la FVPC qui a étendu localement sa légitimité et son pouvoir.

Mais ce sont les industriels qui vont précipiter la grève, en s'opposant à cette réforme générale. En réponse, dans neuf zones du Veracruz la coupe de la canne est suspendue et une grève de Machetes Caídos est lancée par les producteurs de canne tant que les raffineries ne signeront pas ce contrat. Le mouvement est lancé.

c) Explosion de la grève et issue incertaine

Face au refus des industriels de signer l'accord, une grève est lancée à l'instigation de la FVPC, qui souhaite ainsi récupérer à son profit le mouvement de mécontentement engendré par la rigidité des industriels.

Cette mobilisation comprend deux niveaux:

- une lutte pour que soient signés les accords collectifs proposés par Bonfil.
- une bataille violente entre organisations pour le contrôle des producteurs de canne.

Finalement, la grève va connaître une issue qui semble plutôt favorable aux producteurs de canne. En effet, la CNC - sans consulter la base - va signer le premier accord national avec les industriels, sans intégrer toutefois certains acquis obtenus localement par la FVPC, comme le paiement basé sur une garantie de rendement de 9% ou celui du paiement de la matière première non récoltée.

Dans ce contexte, la Federación Veracruzana se refuse à arrêter la lutte, arguant que le Convenio Nacional doit intégrer ces avantages. C'est une lutte de légitimité qui se joue entre les deux organisations : d'un côté, une association dont les leaders se trouvent dans les sphères nationales de la centrale, de l'autre, une association dont l'assise est avant tout régionale.

III) Pouvoir national contre pouvoir local

a) Une lutte qui se politise

Le 17 décembre 1972, le conflit prend une dimension nationale : Bonfil négocie à Mexico avec des représentants de la FVPC pour les persuader d'arrêter le conflit, ce que ces derniers refusent. L'entrevue avec le président, qui survient le lendemain, est attendue avec impatience par les différentes parties. Cependant, Echeverría va adopter une position classique : il soutient la CNC et Bonfil, ce qui provoque un changement dans les rapports de force, car c'est la centrale qui sort renforcée de cette décision. De cette manière, on tente d'étouffer toute mouvance régionaliste jugée trop forte.

Le 22 décembre, un accord local officiel est signé entre la raffinerie San Cristobal et la Unión Nacional de Productores de Caña, représentée par Medina Alonzo. Mais le Convenio Nacional n'est toujours pas signé. La FVPC n'a pas dit son dernier mot.

b) Second blocage de la raffinerie de sucre San Cristobal et radicalisation du conflit

Dans un premier temps, les producteurs adhérents à la FVPC ne vont pas bloquer la raffinerie dans l'espoir d'obtenir un nouvel accord. Face à l'échec des négociations locales, la grève est reconduite et le blocage de la raffinerie recommence.

Mais la CNC et l'Etat sont arrivés à bout de patience: le 11 janvier l'armée déloge les grévistes et la raffinerie de sucre peut fonctionner normalement. Les producteurs, même s'ils soutiennent le mouvement lancé par Roque Spinozo, sont obligés de travailler face aux menaces de punitions (castigos) qui les guettent. Il en va de même pour les ouvriers qui ont soutenu le mouvement. Quant aux leaders, ils vont être emprisonnés quelques semaines.

Finalement, Roque et les autres dirigeants de la FVPC sont libérés, et les poursuites judiciaires à leur encontre suspendues. Par cette mesure, l'Etat et la CNC souhaitent calmer le jeu et ne prennent pas le risque de devenir impopulaires dans la région du Veracruz. De son côté, la FVPC accepte l'accord proposé par la CNC et s'engage à ne pas bloquer la raffinerie de sucre. La récolte peut commencer.

En fin de compte, c'est la position de la CNC et le pouvoir national qui l'emporte sur les factions régionales. Mais cette mobilisation a suscité de vives inquiétudes de la part des cadres nationaux et elle constitue un événement important qui explique la volonté de la CNC d'unifier le champ organisationnel sucrier, tant le fonctionnement de la CNC a été remis en cause. Quant à la FVPC, même si elle s'est trouvée dans l'obligation de donner son aval au Convenio Nacional proposé par la CNC, elle a tout de même réussi à faire aboutir certaines de ses demandes.

c) Un succès partiel

Face à l'ampleur du mouvement, le gouvernement a été obligé de faire certaines concessions, sans lesquelles il aurait perdu toute légitimité sociale. De plus, céder sur certaines demandes lui a permis de désarmer et de neutraliser le mouvement, et éviter un cycle d'affrontements entre les producteurs de canne du Veracruz et les représentants de l'Etat. Parmi les mesures économiques et sociales, on note:

- une augmentation du prix de la canne à sucre de 10%.
- une revue à la baisse des punitions (castigos) appliquées par la raffinerie San Cristobal en ce qui concerne la mauvaise qualité de la canne et ses impuretés.
- le paiement des cannes non récoltées.
- la construction d'habitations pour les producteurs et coupeurs de canne grâce au FIOSCER (Fideicomiso de Obras Sociales para Cañeros de Escasos Recursos, Fonds d'œuvres Sociales pour les Producteurs de Canne à sucre à Faibles Revenus), instance qui a commencé à fonctionner en 1974 au niveau national, immédiatement après la fin de la mobilisation de San Cristobal.
- la représentation de la FVPC au sein des commissions tripartites.
- l'obtention de contrats collectifs dans quelques raffineries de sucre.

Deux autres mesures importantes viennent compléter ce dispositif: d'une part, la reconnaissance de la Federación Veracruzana à l'intérieur de la CNC, et l'association de la FVPC aux travaux de la commission de restructuration de l'industrie sucrière.

Mais en échange, la FVPC et les producteurs de canne s'engagent à ne pas bloquer la raffinerie, ce qui constitue une garantie importante pour la CNC: cette disposition lui a permis de mener à bien ses projets de restructuration de la branche sucrière, par lesquels l'Etat a atteint ses objectifs.

C'est ainsi que la FVPC et son leader charismatique, Roque Spinozo, sont sortis renforcés de cette lutte et qu'ils ont pu occuper une place de choix au côté des autres organisations de producteurs de canne affiliées à la CNC. Dans ce contexte, les dissensions internes ne se sont pas pour autant éteintes dans le champ organisationnel sucrier.

En conclusion, on peut dire que le mouvement de San Cristobal est le plus important que la branche sucrière ait connu dans les années 1970, notamment par ses répercussions nationales. Il s'agit d'examiner à présent les facteurs qui ont contribué au succès de la mobilisation.

3. Typologie du mouvement de San Cristobal : émergence et faits saillants

3.1 Conditions d'émergence et de succès de la mobilisation

I) Des conditions communes d'exploitation

Le conflit de San Cristobal était en gestation depuis de nombreuses années: le processus d'intégration verticale des producteurs de canne à sucre au complexe agro-industriel était devenu trop inégalitaire. Ainsi, bien que les producteurs aient possédé leurs propres parcelles, l'ascendant de la fabrique est tel que les producteurs se sont sentis dépossédés de leur moyen de production. En 1972, toutes les conditions sont donc réunies pour qu'une mobilisation d'ampleur nationale prenne forme.

II) Le succès de la grève: la participation d'un ensemble d'acteurs du secteur sucrier

La FVPC a surgi d'un mouvement de fond qui était latent, dont la force dépendait largement du dynamisme de la base. Elle ne pouvait pas s'en distancier sous peine de perdre toute force et légitimité. Le fait que ce mouvement spontané de la base ait été canalisé et structuré a permis son « jaillissement » sur la scène locale et nationale.

De plus, sans la convergence d'intérêts des différentes acteurs du secteur sucrier du Veracruz, la mobilisation n'aurait sans doute pas connu un tel succès: ainsi, non seulement la majorité des producteurs de canne a pris part à la grève, tout particulièrement les ejidatarios, mais le soutien des ouvriers des raffineries a aussi été précieux dans la mesure où c'est un secteur qui, traditionnellement, ne partage pas les mêmes intérêts que les producteurs de canne¹⁸. A San Cristobal, une partie de ces ouvriers - environ 20% - travaillaient à la fois à la raffinerie et comme producteurs de canne, et certains d'entre eux étaient fils de cañeros.

Enfin, tout au long de la grève, le mouvement a acquis une réelle force sociale, car des secteurs étrangers à la problématique sucrière se sont unis aux producteurs. Ainsi, lors de l'emprisonnement de Roque Spinozo à Xalapa, les producteurs de canne, massivement présents, ont reçu l'appui des étudiants et des commerçants, solidaires. Cela a

constitué une différence notable avec l'appareil organisationnel mis en place par Bonfil: si celui-ci pouvait mobiliser 100 000 paysans transportés (acarreados) sur le lieu de la manifestation durant trois jours, il était incapable de donner à cette mobilisation une durée plus longue: ces paysans, éloignés de leurs communautés, n'étaient pas disposés à entamer une lutte à laquelle ils se sentaient étrangers. Il a manqué aux mobilisations impulsées par la CNC une réelle identification avec sa base et un objectif précis.

3.2 Des demandes essentiellement économiques

Les demandes économiques des producteurs, reprises par la Federación Veracruzana et Roque Spinozo, ont été perçues comme une remise en cause du schéma d'intégration verticale des producteurs de canne. Pourtant, ces revendications sont loin d'avoir été radicales: il s'agissait avant tout de rééquilibrer économiquement la situation, tout particulièrement à travers l'établissement de contrats collectifs qui ne laissaient pas sans droits les producteurs de canne face à la raffinerie, et que les frais soient mieux répartis entre les deux parties, de manière à enrayer l'endettement chronique des pourvoyeurs de matière première.

Les demandes étaient concrètes et visaient donc à améliorer le revenu du producteur. Ces revendications, reprises par la Federación, qui va défendre à cette occasion les intérêts de la base, a poussé la CNC à réagir très fortement face à une contestation de son hégémonie.

3.3 Une critique à l'encontre des pratiques de la CNC

I) Des mécanismes de contrôle de l'Etat remis en cause

Le mouvement de San Cristobal a mis en avant un acteur essentiel dans la résolution du conflit: l'Etat, présent à travers des instances organisationnelles au niveau régional et municipal. Pourtant ce modèle s'essouffle et l'unification du secteur sucrier,

18. En effet, les intérêts entre producteurs et ouvriers convergent rarement: les premiers ont plutôt intérêt à ce que la grève dure le moins longtemps possible, une fois que la canne a atteint la maturité nécessaire, de façon à toucher leurs liquidations le plus tôt possible, tandis que les seconds ont tout intérêt à faire durer la récolte pour que leur emploi, le plus souvent temporaire, s'étale dans le temps. Généralement, les producteurs de canne s'opposent aux grèves des ouvriers car durant cette période, ils ne peuvent pas remettre leur matière première à la raffinerie et risquent de se retrouver avec de la canne non récoltée. Quant aux ouvriers, ils sont moins directement touchés par la grève des producteurs, dans la mesure où ils continuent à percevoir un salaire même si la remise de la canne est arrêtée.

qui survient en 1977, remet en cause ce schéma de subordination des organisations de producteurs de canne à sucre à des instances politiques « intermédiaires » qui vont être court-circuitées. Ainsi, la FVPC va remettre en cause le monopole économique et politique de ces instances de représentation régionales.

II) Contradictions entre les organismes politiques et économiques de l'Etat mexicain

D'un côté, on trouve un courant qualifié de traditionnel, symbolisé par les Ligas de Comunidades Agrarias, sans autonomie économique et dépendant des politiques nationales. Le cadre d'action établi est rigide et basé sur la domination politique des acteurs régionaux et locaux: manipulation des demandes agraires et contrôle vertical sur les comisionados et les Comités Regionales. D'un autre côté, un courant qui a pris de plus en plus de force, est constitué par les associations nationales et régionales de producteurs, qui base sa légitimité sur l'accès aux marchés et à des sources de financement et qui dispose d'un pouvoir économique de plus en plus fort, bien qu'il soit limité par les politiques des instances parapubliques économiques liées au monde rural. Ce dernier courant tend à court-circuiter la hiérarchie politique de la CNC. Cela pose problème, car les Ligas et les Comités perdent ainsi autorité et légitimité.

Cette dynamique a été particulièrement mise en lumière par la FVPC, dont l'ancrage territorial a mis à jour les faiblesses des Círculos Cañeros, plus dépendants des Ligas, et qui n'ont jamais su donner à leurs revendications une ampleur régionale comme la FVPC, qui a remis en cause l'intégration verticale des producteurs.

III) Pouvoir local contre structures nationales

L'éloignement des leaders nationaux des préoccupations de la base a joué en faveur de la Federación Veracruzana qui a su reprendre à son compte des revendications économiques concrètes. Ainsi, des

« zones d'incertitude¹⁹ » se sont créées au niveau local, qui ont été « accaparées » par la FVPC, qui bénéficiait d'une assise sociale locale importante. Ainsi, celle-ci a su s'approprier les revendications économiques latentes des producteurs, leurs mauvaises relations avec la raffinerie, et cela au détriment d'une centrale paysanne apathique lorsqu'il s'agissait de défendre les intérêts de sa base sociale. Bref, des espaces d'autonomie et de pouvoir ont été conquis à partir du contrôle de ces zones d'incertitude, ce qui a constitué un enjeu de taille dans le conflit de San Cristobal. Pourtant, cette pluralité et les changements sont limités par l'intégration de la FVPC à la CNC, qui donne au champ organisationnel sucrier toute sa spécificité.

3.4 Des alternatives organisationnelles limitées par leur intégration à la CNC

Le succès du mouvement a été possible par la mobilisation des réseaux corporatifs, qui ont su faire aboutir leurs revendications par un canal de transmission qui s'est révélé fort efficace. Par « l'utilisation » et l'appel au soutien des différents acteurs politiques locaux et nationaux, tout un réseau « traditionnel » s'est mis en place. La FVPC a disposé d'un capital de connaissance du mode de fonctionnement des organisations paysannes de la CNC qui lui a permis de s'adapter efficacement au contexte local, en faisant un usage stratégique de ces réseaux. Bref, si la FVPC a connu un tel succès, c'est que ce mouvement provenait de l'intérieur, ce qui lui a permis de disposer de ressources matérielles, économiques et sociales importantes.

Toutefois, les propositions faites par la FVPC ont été limitées par son intégration corporative à la CNC. En effet, des concessions ont dû être effectuées comme on l'a vu: limitation des revendications paysannes, pratiques démocratiques et participation de la base neutralisées. Ainsi, les relations internes entre paysans et responsables des différentes associations étaient sensiblement identiques : la Federación Veracruzana a reproduit en son sein certaines pratiques propres aux Círculos Cañeros.

19. Cette notion est développée par M.Crozier et E.Friedberg dans le cadre de leur analyse stratégique. Toute organisation est soumise en permanence à des masses d'incertitude très élevées, techniques, commerciales, humaines, financières, etc. Celui qui les maîtrise le mieux par ses compétences et son réseau de relations-communications, qui peut donc prévoir ces incertitudes, détient la plus grande ressource du pouvoir. Ses comportements sont alors imprévisibles. L'incertitude existe toujours à tous les niveaux, conférant par là même de l'autonomie aux acteurs. L'incertitude existe toujours à tous les niveaux, conférant par là même de l'autonomie aux acteurs. L'incertitude étant par définition mal définie, M.Crozier et E.Friedberg lui préfère le terme de "zone d'incertitude" pour délimiter les lieux où il va, ou pouvoir, se passer quelque chose.

C'est notamment le cas des rapports entretenus entre les leaders des organisations et les producteurs de canne.

3.5 Les leaders, un rôle essentiel

Le mouvement de San Cristobal se caractérise aussi par une continuité entre les pratiques de la Federación et celles des Círculos Cañeros: un poids déterminant des dirigeants, une dépendance - encouragée - des producteurs à leur égard. A ce titre, le leadership exercé par Roque Spinozo est exemplaire, tant il se caractérise par l'ambivalence: d'un côté, défense des intérêts des producteurs, mobilisations de taille en leur faveur. Ainsi, il est indéniable qu'une dynamique démocratique a traversé cette grève, qui se caractérise par la mise en place de nombreuses assemblées et réunions. Ainsi, à la différence des mouvements locaux passés, qui se sont résumés à des luttes entre leaders, la mobilisation de San Cristobal apparaît en rupture, dans la mesure où elle est marquée par une dimension démocratique absente jusque là dans les grèves sucrières.

Mais de l'autre côté, volonté d'accéder à une reconnaissance politique et pratiques d'un caudillo²⁰. En effet, à l'instar de nombreux leaders paysans de l'époque, Roque Spinozo s'est identifié à ce modèle et a fait valoir son rôle d'intermédiaire comme essentiel dans la résolution des conflits et l'aboutissement des demandes. De cette façon, il a disposé d'un contrôle sur l'information, sur l'état des négociations, ce qui leur donnait effectivement du pouvoir et les rendait indispensables.

3.6 Des modes de résolution des conflits variés, mais peu démocratiques

Face à une mobilisation comme celle de San Cristobal, l'Etat mexicain utilise généralement trois types d'actions différents: la corruption des chefs dissidents, la réinterprétation des demandes et la répression. Lors de cette action collective, les demandes ont été dans un premier temps réinterprétées, avec la proposition d'un accord type qui octroyait des concessions ponctuelles aux producteurs mais ne remettant toutefois pas en cause les politiques préétablies par l'Etat. La récupération

politique des dirigeants de la FVPC (corruption) a été tentée après leur libération. Mais face à la nature du mouvement, basée sur le rôle actif des producteurs de canne et l'obligation des leaders à rendre des comptes, il était difficile « d'acheter » les dirigeants de la FVPC.

La répression a constitué le recours ultime pour le gouvernement, qui a par la suite utilisé des mécanismes de subordination plus sophistiqués: concessions de quelques avantages économiques et sociaux pour ne pas remettre en cause le schéma productif du secteur sucrier, clientélisme et mainmise sur des instances stratégiques où se créent des espaces de pouvoir: les Comisiones Tripartitas, les Comisiones de Operación y Planeación de la Zafra, et la Comisión de Reestructuración de la Industria Azucarera.

De cette manière, l'Etat a réussi à limiter les grèves dans le secteur sucrier dans les années 1980 et celles-ci apparaissent ponctuelles. Il faudra attendre les années 1990 pour revoir de fortes mobilisations dans cette filière suite à la mise en place d'une nouvelle politique économique.

4. Une recrudescence des mobilisations lors de la privatisation de la filière sucrière

4.1 Les années 1980: des grèves limitées dans le secteur sucrier

Les grèves qui se déroulent dans le secteur sucrier dans les années 1980 ne prendront pas la même envergure au Veracruz que dans les années 1970: elles apparaissent plus ponctuelles et vite enrayerées par les industriels et l'Etat. L'époque correspond à une recrudescence du contrôle étatique sur cette branche agricole.

Dans le Veracruz, on assiste à une hausse de la violence dans le secteur sucrier, et dans le monde agricole en général, notamment en 1985, date à laquelle le leader emblématique du mouvement de San Cristobal, Roque Spinozo Foglia, est assassiné dans des circonstances non élucidées. La peur s'installe chez les producteurs de canne, tant le climat est propice à la répression, notamment sous le mandat du gouverneur de l'état, Agustín

20. Le caudillo peut être assimilé à un chef despotique mais accepté, car ce dernier met en place des relations affectives de loyauté personnelle et d'échanges, favorisant ainsi les pratiques clientélistes.

Acosta Lagunes, entre 1980 et 1986. En effet, son mandat est marqué par le développement du « narco-traffic » et de la violence, exercée par des caciques régionaux dans des luttes pour les terres, tout particulièrement dans le nord de l'état où l'élevage se développe et qu'il est demandeur d'espaces, ce qui attise les conflits entre éleveurs - souvent des grands propriétaires - et les autres producteurs. Cette violence paysanne va encore s'aggraver sous le mandat de Fernando Gutiérrez Barrios (1986-1988), avant d'être mieux contrôlée dans les années 1990 (Olvera et al., 2001)

Dans ce contexte autoritaire, les grèves sont ponctuelles dans le secteur sucrier et peu propices à se transformer en mouvement social d'envergure. Ainsi, durant cette époque, le secteur est-il peu agité, même à San Cristobal, où le mécontentement se manifeste surtout avant le début de la récolte et concerne le paiement des liquidations finales, mais aussi le respect des accords collectifs entre raffinerie et producteurs de canne (Paré, 1987).

Les années 1980 sont en fait surtout marquées par une mobilisation importante dans le secteur du café: encore une fois, le Veracruz va être à l'avant-garde du mouvement, qui va avoir des répercussions au niveau national²¹.

4.2 Les années 1990

On assiste dans les années 1990 à une recrudescence des manifestations des producteurs de canne à sucre, car la situation dans le secteur sucrier est de plus en plus catastrophique. Le Veracruz, comme dans les années 1970, est une des régions où les mobilisations sont les plus importantes. Par exemple, durant la récolte 1989-1990, les producteurs de cet état vont manifester pour obtenir une augmentation de 40% du prix de la canne à sucre. Leurs revendications ne vont être pas réellement entendues par leurs organisations, puisqu'ils n'obtiennent qu'une augmentation de 13%, alors que le taux d'inflation a dépassé les 100% durant la même période (Nuñez, 1992). La situation ne pouvait que déboucher sur une insatisfaction qui va se traduire par des grèves. Ces dernières sont ponctuelles, puisque généralement, elles se déroulent juste avant que ne

début la récolte, autour de deux grandes revendications: l'augmentation du prix de la canne et le maintien de prestations sociales.

Dans le même temps, on assiste à l'émergence ou au renforcement de certaines organisations de producteurs de canne. En effet, dans le Veracruz, environ la moitié des cañeros ont quitté les rangs de la CNC pour s'affilier à de nouvelles associations ou à de plus anciennes comme l'UNC affiliée à la CNPR. C'est notamment dans le sud du Veracruz que les nouvelles organisations se développent. On en dénombre trois:

- la Asociación de Productores de Caña, formée par le député du PRD Palacio Vela, qui dénonce les fraudes du leader national de l'UNPCA, Isidro Pulido et demande l'augmentation du prix de la matière première. Cette Asociación va notamment prendre en otage la raffinerie Tres Valles, situées dans la région.
- la Unión Democrática Cañera, qui a fait scission avec l'association précédente. Elle est aussi proche du PRD et d'un de ses députés, Arturo Herviz. Elle est très influente dans le sud du Veracruz, à San Andrés Tuxtlas et Lerdo de Tejada.
- à l'intérieur de la CNC, le Frente Democratizador Cañero dirigé par A. Díaz Jácome. Mais cette faction dissidente va vite être démantelée par l'UNPCA.

D'autres propositions alternatives existent, comme dans la région de Coatepec, avec la création du Comité Regional Cañero de Tuzamapan, qui propose de nouvelles formes de production de la canne moins liées à l'emprise des raffineries et promouvant de nouvelles stratégies de commercialisation du sucre sur le marché local.

Les alternatives se mettent doucement en place, mais elles sont ponctuelles et ne sont que des demi-succès, face à un contexte international hostile et des raffineries au bord de la faillite. Les grèves sont de plus en plus fréquentes et sont le signe d'une vive inquiétude de l'ensemble des acteurs de la filière sucrière, notamment des producteurs et des ouvriers des raffineries.

4.3. Le secteur sucrier dans le Veracruz à l'aube du XXI^e siècle

21. En effet, la confédération de producteurs de café affiliée à la CNC va non seulement perdre l'hégémonie dans le Veracruz, le mouvement engendré dans cet état va favoriser l'émergence d'une confédération du café d'envergure nationale, la CNOC (Confederación Nacional de Organizaciones Cafetaleras, Confédération Nationale des Organisations du Café).

I) Nature des mobilisations

Face à des raffineries de sucre qui ont du mal à payer les producteurs, les revendications de ces derniers tournent autour de deux grands axes : d'une part, le paiement des liquidations finales à temps, d'autre part l'octroi de crédits de campagne pour mener à bien la culture de la canne. C'est notamment le cas de l'ingenio la Providencia, située au nord de Xalapa, qui se trouve dans des conditions économiques dramatiques. Cette situation s'est directement répercutée sur la condition sociale et économique des producteurs de canne : en octobre 2001, ces derniers n'ont en effet reçu ni leurs pré-liquidations, ni leurs liquidations pour la récolte 2000-2001, alors que ces paiements auraient dû être effectués au mois de juin. Cette situation va déboucher sur une manifestation conjointe de la CNC et de la CNPR, dont la revendication principale concerne le paiement de ces liquidations. Le mouvement menaçait de se durcir avec le blocage des routes et de la raffinerie; il sera finalement résolu par le paiement de la dette contractée avec les pourvoyeurs de matière première, mais avec beaucoup de retard.

Ces inquiétudes et ces manifestations de mécontentement ne sont pas propres à cette seule raffinerie, puisque les producteurs de celle du Modelo se trouvent dans le même cas, et vont se mobiliser pour les mêmes raisons que leurs homologues de la Providencia. En effet, en septembre 2001, ils n'avaient pas non plus reçu leurs liquidations finales pour la récolte 2000-2001 et la manifestation menaçait de se durcir. La raffinerie El Modelo sera finalement expropriée, face à un endettement important, à hauteur de 90 millions de pesos.

Les producteurs de canne ne sont pas les seuls touchés par ces problèmes financiers; la situation était encore plus dramatique pour les ouvriers des raffineries: non seulement 5000 ouvriers ont été renvoyés à la fin des années 1990, mais les raffineries ne les payent pas non plus à temps, comme cela a été le cas à la raffinerie Independencia, qui se trouvait aussi dans une situation économique catastrophique, ce qui a bien failli compromettre la récolte 2001-2002. En mai 2001, la raffinerie de-

vait 27 quincenas²² aux ouvriers. Ces derniers ont organisé des marches et le blocage de la raffinerie. Finalement, l'intervention de la Sagarpa²³ va calmer les esprits : cette instance va envoyer une aide économique aux ouvriers.

Comme on peut le constater, ces manifestations de mécontentement concernent essentiellement les paiements de salaire qui s'effectuent avec beaucoup de retard par les raffineries car celles-ci disposent de très peu de liquidités, ce qui est contraire à ce que stipule le décret de 1991, c'est-à-dire le paiement un mois après la fin de la récolte.

D'autres manifestations plus inédites surgissent dans ce contexte de crise: les leaders des organisations de producteurs sont ouvertement critiqués pour être corrompus et détourner des fonds obtenus des adhérents. Cette pratique est vivement critiquée aujourd'hui car les mannes financières ont diminué. En effet, si par le passé, l'enrichissement personnel des dirigeants était connu et accepté, c'est parce que ces derniers obtenaient des avantages sociaux et économiques pour l'ensemble des affiliés, ce qui n'est plus le cas à présent.

C'est ainsi que les producteurs de canne affiliés à la CNC de la Gloria vont demander des comptes à leur leader, accusé d'avoir détourné des fonds au détriment de la base. En effet, 1 000 producteurs réclament au dirigeant le remboursement d'une somme de 1.200.000 pesos qu'ils ont versé à leurs dirigeants pour l'achat d'une moissonneuse-lieuse, car ils n'ont jamais reçu cette dernière. Ces producteurs redoutent que leur association, qui a capté leurs ressources, se soit servie de cet argent à d'autres fins et ils se plaignent de plus de la politisation accrue de leur organisation. En effet, l'achat de cette moissonneuse s'est effectuée au moment où il y a eu un changement de leader et que les dissensions entre factions internes connaissaient un pic.

L'ensemble de ces manifestations locales reflètent le contexte de crise économique que traverse alors la filière sucrière mexicaine. Elles vont avoir un aboutissement régional et national en 2002 car la politique menée par Vicente Fox semble inadaptée aux yeux des acteurs du secteur cañero.

22. Au Mexique, les salaires sont distribués deux fois par mois, tous les quinze jours (quincenas).

23. Secretaría de Agricultura, Ganadería, Desarrollo Rural, Pesca y Alimentación, Secrétariat à l'Agriculture, l'Elevage, le Développement Rural, la Pêche et l'Alimentation.

II) L'année 2002 : une mobilisation forte contre le gouvernement Fox

a) Genèse du mouvement

En ce début de XXI^e siècle, l'ouverture commerciale avec les Etats-Unis est source de conflit dans le secteur sucrier. Les deux partenaires au sein de l'Alena ont du mal à trouver une politique commune. Le président Fox va alors prendre une mesure impopulaire, dont il ne va mesurer le poids qu'ultérieurement : il va suspendre pour une durée de six mois l'impôt sur l'entrée de fructose de maïs au Mexique, une taxe qui s'élève à 20%, laquelle avait pour but de privilégier l'utilisation de sucre de canne dans la fabrication de sodas dans le pays, dont les Mexicains sont gros consommateurs. Les Américains souhaitent que cet impôt disparaisse définitivement, tandis que les acteurs du secteur sucrier mexicain jugent son maintien indispensable pour la survie de leur filière. En effet, ces derniers mettent en avant les coûts financiers et humains de cette dérogation qui risquent de plonger un peu plus le secteur dans la crise. Dès février 2002, le mécontentement gronde, et les deux leaders des confédérations sucrières du pays mettent en garde le président Vicente Fox.

En effet, les industriels comme les producteurs de canne considèrent que les 350 000 tonnes de fructose de maïs qui sont importées au Mexique ont de lourdes répercussions sur les débouchés commerciaux du sucre de canne, dans la mesure où le fructose de maïs tend à être de plus en plus utilisé dans la fabrication des sodas, cette dernière activité étant un débouché sûr et sans concurrence pour le sucre de canne il y a quelques années encore.

Le Veracruz va encore jouer un rôle important, puisqu'il va impulser le mécontentement des producteurs de canne du pays. Une première manifestation locale a lieu le 25 février 2002: les producteurs de la Gloria et du Modelo se réunissent à Cardel pour protester contre la politique menée par Vicente Fox. Ce sont 3.000 producteurs qui vont se réunir et bloquer durant deux heures l'autoroute Cardel - Nautla en signe de protestation. Ils sont

encadrés par les dirigeants locaux des deux organisations principales de la région, l'UNC et l'UNPCA. Le contexte est favorable à une mobilisation de plus grande envergure: elle aura lieu à Xalapa le 8 mars 2002.

b) La manifestation du 8 mars 2002

Le 8 mars 2002 correspond à une date idéale: Vicente Fox vient juste d'effectuer un voyage dans le Veracruz, et le PRI, qui se trouve à présent dans l'opposition, voit dans cette mobilisation une aubaine politique. Le sucre devient un enjeu important cette année-là et c'est un moyen de contestation populaire à l'encontre de la politique menée par le PAN.

De nombreux cadres nationaux du PRI sont donc présents, tout particulièrement le nouveau dirigeant de ce parti, Roberto Madrazo, qui a besoin de se légitimer après des élections frauduleuses²⁴. Il est accompagné par un membre de son équipe, Esther Gordillo, et surtout par une figure régionale emblématique du PRI, Fidel Herrera Beltrán, qui a repris à son compte la problématique sucrière du pays et revendique la défense des producteurs mexicains. Ce dernier vise le prochain poste de gouverneur du Veracruz, et la sauvegarde d'un secteur agricole important dans cet état lui permettra de se faire connaître et de gagner en popularité. Enfin, l'actuel gouverneur du Veracruz, Miguel Alemán Velasco, du PRI, est là pour soutenir le mouvement. Le PRI agit ici de manière « traditionnelle »: il politise le conflit pour parvenir à ses fins.

Cette stratégie est aussi partagée par le PRD, bien que de manière plus discrète: en effet, un des députés de la région, Arturo Herviz Reyes, appelle au soutien du mouvement²⁵. Là encore cet appui n'est pas désintéressé puisque ce dernier tente de faire émerger sur la scène locale des organisations de producteurs de canne affiliées au PRD. Des actions allant dans ce sens ont déjà été entreprises dans le sud du Veracruz, à San Andrés Tuxtla, avec la Unión Democrática de Cañeros.

Enfin, les principaux acteurs du secteur sucrier

24. En effet, durant le mois de février 2002, des élections internes ont eu lieu pour désigner le nouveau secrétaire général du PRI. Des observateurs ont signalé les pratiques frauduleuses menées par l'équipe de Madrazo, notamment dans les zones rurales, et qui ont défavorisé son adversaire, Beatriz Paredes.

25. « PRD se une a priistas : defenderán el azúcar ». *El Diario de Xalapa*, vendredi 1 mars, 2002.

mexicains sont présents: Carlos Blackaller Ayala, dirigeant de l'UNC, Francisco Castro Gonzalez, leader de l'UNPCA, ainsi qu'Enrique Ramos, le président du principal syndicat des ouvriers des raffineries affilié à la CTM. Enfin, la CNIAA²⁶ va apporter son soutien au mouvement. Tous les acteurs de la filière se mobilisent pour demander une seule chose : le rétablissement de l'impôt sur le fructose.

La manifestation va se dérouler dans la matinée, vers 10 heures, pour se finir deux heures plus tard par des discours de dirigeants du PRI et des leaders du sucre. De nombreux producteurs de canne sont présents: on en compte environ 10.000. Les cadres nationaux du PRI et les principaux acteurs de la filière mexicaine ouvrent le cortège. La marche se déroule sans heurts et effectue un premier arrêt aux bureaux du PRI. Les dirigeants de ce parti et des organisations de producteurs vont alors se réunir en petit comité, durant une demi-heure environ. Dehors, des militants du PRI haranguent la foule et scandent des discours populistes.

La marche reprend son cours. Les producteurs de canne ne sont pas les seuls à être présents, puisque le PRI a procédé à une de ses pratiques traditionnelles: amener des paysans étrangers (acarreados) au secteur sucrier afin de gonfler le mouvement. Les pratiques traditionnelles sont, en dépit de l'ouverture démocratique et du discours véhiculé, toujours bien présentes: fraudes durant l'élection du secrétaire général du PRI, transport de gens qui ne sont pas liés au secteur sucrier, récupération et politisation d'une mobilisation qui n'est pourtant qu'une critique ponctuelle à la politique de Vicente Fox.

Finalement, la marche prend fin quelques instants plus tard et les discours débutent. Le gouverneur du Veracruz, Miguel Alemán Velazco réitère son soutien au secteur sucrier, vivement applaudi par la foule. Fidel Herrera Beltrán renchérit sur ces propos, signalant la politique néfaste du PAN. Enfin, c'est au tour de Roberto Madrazo, dirigeant en quête de légitimité, de souligner son engagement auprès des producteurs de canne et des ouvriers des raffineries. Il utilise à ce moment un discours populiste et efficace: le PAN est le parti de tous

les maux, seul le PRI peut réellement soutenir la filière, tout en promouvant l'ouverture démocratique.

Enfin, c'est au tour des deux dirigeants des confédérations de producteurs de canne de prendre la parole: le contraste est frappant entre les deux tant ils symbolisent des options différentes. D'un côté, Francisco Castro, vieux dirigeant du sucre, puisqu'il a été aux côtés de Roque Spinoza Foglia lors de la mobilisation de San Cristobal en 1972-1973; de l'autre, un dirigeant jeune, Carlos Blackaller Ayala - la quarantaine - moins marqué par le système socio-politique antérieur, ancien responsable financier de l'équipe dirigeante précédente de l'UNC.

Francisco Castro représente un dirigeant « traditionnel »: son implication politique auprès du PRI est importante, puisqu'il est député. Cela lui a permis de se maintenir à la tête de l'UNPCA-CNC de manière peu démocratique, car il n'a pas réellement convoqué les producteurs de canne pour de nouvelles élections et il refuse d'entendre les critiques de la base et de ses adversaires qui demandent des élections formelles. Son discours fait appel à une rhétorique bien huilée et toujours efficace : stigmatiser un adversaire - en l'occurrence le PAN - et affirmer le soutien indéfectible du PRI au monde paysan mexicain. De plus, son charisme indéniable lui vaut de longs applaudissements de la part des producteurs de canne.

Cette popularité contraste avec celle du dirigeant de l'UNC, qui apparaît plus effacé et plus discret que son homologue de l'UNPCA. Celui-ci va présenter un discours beaucoup plus technique, et surtout nettement moins politisé, qui va laisser de marbre la plupart des producteurs de canne, d'autant plus qu'il signale le rôle actif que ceux-ci doivent jouer dans l'amélioration de la productivité agricole. Ces derniers ne s'identifient pas à ce discours, trop éloignés de leurs références culturelles habituelles. Pourtant, Carlos Blackaller Ayala pointe les principaux problèmes qu'affronte la filière sucrière. Mais il ne fait pas rêver. Toutefois, ses connaissances réelles sur le dossier du sucre sont appréciées par les politiques mexicains, de même que sa politique de conciliation basée sur le travail:

26. Cámara Nacional de las Industrias Azucarera y Alcohólera, Chambre Nationale des Industries productrices de sucre et d'alcool.

il est celui qui négocie le plus avec les politiques et les industriels, comme nous avons pu le constater durant l'intermède aux bureaux du PRI, et ce que confirme un des membres de l'équipe dirigeante de l'UNC, Marco Torres.

c) Bilan de la manifestation

La manifestation, encadrée par le PRI, a été un succès, puisque plus de 10.000 producteurs ont fait le déplacement pour défendre le secteur sucrier. Quant à son impact au niveau national, il est en faveur de la filière, puisque l'impôt sera seulement suspendu durant six mois, du 6 mars au 30 septembre 2002: la suppression totale de l'IEPS (Impuesto Especial sobre Producción y Servicio) n'est donc pas envisagée.

Une des caractéristiques principales de cette mobilisation est donc sa politisation et sa récupération au bénéfice de quelques acteurs politiques:

- Fidel Herrera Beltrán, député du PRI, qui vise le prochain poste de gouverneur de l'état du Veracruz. Celui-ci a tout intérêt à prendre la défense du premier secteur agricole de cet état, ce qui lui permet de se faire connaître et de gagner en popularité.
- la nouvelle équipe dirigeante du PRI: d'une part, Roberto Madrazo cherche une légitimité démocratique après des élections frauduleuses. Reprendre à son compte des revendications très populaires d'un secteur qui ne l'est pas moins constitue une aubaine politique pour relancer son parti. D'autre part, toute manifestation qui s'inscrit en opposition au PAN possède les faveurs du PRI, notamment dans les campagnes mexicaines, où le parti de Vicente Fox dispose d'une assise territoriale et sociale extrêmement faible. Cette stratégie s'inscrit dans l'optique des prochaines élections présidentielles: le PRI entend bien revenir aux affaires de l'Etat.
- des acteurs politiques du PRD, plus populaires que le PAN dans le Veracruz et qui contestent le monopole du PRI dans certaines localités rurales du Veracruz. Arturo Herviz, qui est à l'origine de la création d'une nouvelle organisation de producteurs de canne proche du PRI, dans le Sud du Veracruz et qui est aussi député, remet en cause l'hégémonie du PRI dans le secteur sucrier local. Il a donc tout intérêt à soutenir le mouvement, même si celui-ci a été repris sous la bannière du PRI.

Les intérêts politiques que soulève la problématique sucrière sont clairs: il s'agit de « délégitimer »

encore un peu plus un gouvernement fragilisé, peu expérimenté et qui ne possède pas une vision d'ensemble pour les campagnes mexicaines. C'est dans cette brèche que les adversaires politiques du PAN vont s'engouffrer: le PRI endosse à la perfection son rôle de « justicier » du monde rural et la vieille rhétorique populiste connaît toujours autant de succès. La CNC, bras paysan de ce parti, continue de jouir d'une grande popularité, comme j'ai pu le constater. Le vieux cacique Francisco Castro dispose d'un grand charisme qui rend son discours - simplificateur - particulièrement efficace. Pourtant, si le jeune leader de l'UNC-CNPR, Carlos Blackaller Ayala, n'est pas doté des mêmes facilités, il est l'interlocuteur principal des cadres du PRI et des industriels. Contrairement à l'UNPCA-CNC, qui agit de manière spectaculaire et plus politisée, l'UNC base ses relations sur la négociation, sachant que l'ensemble des acteurs de la filière sucrière doivent à présent converger dans le même sens pour sauver leur secteur. A mon sens, ces deux discours véhiculent deux référents culturels distincts: d'un côté, des pratiques « classiques » dans le secteur agricole, avec l'Etat comme principal acteur de résolution des conflits; de l'autre, un discours plus rationnel, qui met en avant la complexité de la problématique sucrière et souligne le rôle actif que doivent jouer les producteurs de canne aux côtés des industriels et de l'Etat.

C'est une vision distincte du monde rural qui prévaut dans ces deux discours: une, qui souligne les fonctions sociales que doivent remplir les organisations de producteurs de canne et l'Etat; l'autre, qui correspond aux valeurs contemporaines de travail et d'autonomisation des producteurs de canne qui doivent prendre leurs responsabilités.

III) Ruptures ou continuités des mobilisations sucrières?

Il s'agit ici d'établir une comparaison historique entre des mouvements sociaux inscrits dans une temporalité distincte: d'une part, le mouvement de San Cristobal dans les années 1970, d'autre part les manifestations de mécontentement qui se sont tenues dans les années 1990 et 2000 dans le Veracruz, plus particulièrement la mobilisation de Xalapa du 8 mars 2002. Le tableau suivant met en lumière les différences et les similitudes de ces différentes actions collectives:

Il ressort de ce tableau comparatif que les réf-

DYNAMIQUES SIMILAIRES	DYNAMIQUES « EN RUPTURE »
	Violence « hors-jeu » : une victoire de l'ouverture Démocratique.
Même type de mobilisations locales avec des grèves type <i>machetes caídos</i> : on n'approvisionne plus la raffinerie et on bloque ses accès.	Recrudescence des mobilisations nationales, avec des grandes marches dans lesquelles participent des acteurs politiques.
Les leaderships qui rencontrent du succès : les « charismatiques »	De plus, la corruption des leaders et leur autoritarisme est de plus en plus mal tolérés.
Des revendications identiques: liquidations payées à temps, augmentation du prix de la canne à sucre.	De plus, de nouvelles demandes liées à l'ouverture commerciale : maintien des droits de douane et maintien des prestations sociales.
Solidarité entre producteurs de canne à sucre et ouvriers.	De plus, une solidarité inédite entre les producteurs, les ouvriers et les industriels.
Politisation et instrumentalisation du conflit.	De plus, pluralisation des acteurs politiques : présence du PRI et du PRD.
L'Etat est perçu comme le principal acteur qui peut résoudre toute sorte de conflits.	De plus, mise en avant de la responsabilité des producteurs et des industriels.

rents culturels institués par le PRI sont toujours très prégnants dans le secteur sucrier. Toutefois, l'ouverture du pays a apporté des modifications importantes. Les deux facteurs les plus marquants sont les suivants:

- les actions collectives entreprises: le même type de mobilisation prévaut dans le secteur sucrier à ces deux époques, comme le montre le tableau. Toutefois, il existe une grande différence liée à l'ouverture politique du pays et aux valeurs démocratiques dominantes dans l'arène internationale. Ainsi, la démocratisation de l'espace public favorise la participation politique sous d'autres formes que le vote. Cela contraste avec les années 1970 et surtout les années 1980, marquées par la violence

et un système sucrier cloisonné, ainsi que par les caciquismes locaux. Les années 1990 sont plus favorables aux valeurs démocratiques et se caractérisent dans le secteur sucrier par une hausse de la participation et des mobilisations²⁷.

Toutefois, la politisation du mouvement reste une grosse tendance des actions collectives paysannes au Mexique. Cette instrumentalisation politique est garante de son succès²⁸. Sydney Tarrow (1989) parle de « structure des opportunités politiques » qui désigne l'état d'une structure de jeu dans laquelle se développe un mouvement social. Cette notion vise à mesurer le degré d'ouverture et de vulnérabilité du système politique aux mobilisations: à mobilisation égale, des contextes politiques

27. Il faut toutefois signaler que dans le secteur du café, l'ouverture organisationnelle a été entamée dans les années 1980. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette démocratisation préalable, bien que des analyses supplémentaires soient nécessaires : la moins forte politisation du secteur, sa moins grande importance agricole dans l'état, une zone du café surtout située autour de Xalapa qui a facilité l'union des producteurs et leur mobilisation.

28. C'est le socio-historien Charles Tilly qui a élaboré la notion de « répertoire d'action collective » pour suggérer l'existence de formes d'institutionnalisation particulières aux mouvements sociaux: « Les individus concrets ne se retrouvent pas pour l'Action Collective. Ils se rassemblent pour adresser une pétition au Parlement, organiser une campagne d'appels téléphoniques, manifester devant la mairie, détruire des métiers à tisser mécaniques, se mettre en grève ». Les groupes mobilisés font appel à des répertoire disponibles qui leur offrent des genres (Tilly, 1976).

augmentent ou minorent les chances de succès des mouvements sociaux. Lors de la manifestation qui s'est tenue à Xalapa en mars 2002, les confédérations de producteurs de canne ont profité du besoin du PRI de se légitimer politiquement après des élections internes houleuses. Cette reprise du mouvement par les cadres nationaux du PRI a permis un plus grand impact de la mobilisation et une plus grande prise en compte aux plus hautes sphères de l'Etat. Celui-ci est perçu comme une des références les plus importantes pour les producteurs dans la résolution des conflits.

La mobilisation est aussi marquée par un nouveau phénomène: la tonalité « expertise » qu'a apportée à son discours le nouveau dirigeant de l'UNC, Carlos Blackaller Ayala. Il s'agit là de l'émergence d'un nouveau répertoire d'action collective, révélateur de la nécessité pour les groupes qui interviennent sur un nombre croissant de dossiers de mobiliser à leur profit des arguments scientifiques et des projets chiffrés²⁹.

- les leaderships contemporains: ils doivent à présent concilier des référents culturels propres aux producteurs, historicisés sous le PRI, avec une obligation de résultats, qui les poussent vers une plus grande transparence et honnêteté. Toutefois, le dirigeant de l'UNC va connaître un succès mitigé en introduisant un discours « expert », car il souffre d'un déficit charismatique. Cette médiation n'est qu'un demi-succès: si d'un côté il est confronté à l'incompréhension des producteurs de canne, de l'autre il a la confiance des cadres locaux et nationaux du PRI, qui le privilégie comme interlocuteur. Cette mise en valeur d'un savoir technique et scientifique a connu plus de succès avec le député du PRI qui vise le prochain poste de gouverneur du Veracruz, F.H. Beltrán. En effet, celui-ci utilise d'abord des référents culturels familiers aux producteurs de canne: le PAN comme ennemi des campagnes mexicaines, la « bonté » du PRI à l'égard des producteurs de canne. Mais il introduit dans le même temps des éléments techniques propres à la problématique sucrière contemporaine, ce qui le fait apparaître comme « une charnière » efficace entre deux visions distinctes: celle des petits producteurs, qui perçoivent la culture de la canne comme une sécurité économique et qui sont

peu préparés à la compétition internationale; celle qui s'inscrit dans l'arène néo-libérale, basée sur la compétitivité et dans laquelle les producteurs les mieux armés tentent de s'insérer.

Les leaders charismatiques ont ainsi la possibilité d'assurer la transition entre deux mondes qui interagissent entre eux, par leur médiation culturelle et politique avec les producteurs, et par leur médiation économique et technique avec les industriels et le marché. Ils doivent à présent concilier des référents culturels propres aux producteurs, historicisés sous le PRI, avec une obligation de résultats, qui les poussent vers une plus grande transparence et honnêteté. Ces leaders forts, charismatiques, susceptibles d'être suivis, constituent toujours des chefs chez les producteurs de canne. Pour ces derniers, le plus grand leader reste Roque Spinozo : ils s'en remettaient à lui pour toute décision.

Aujourd'hui, ce modèle du leader fort, capable de résoudre toute sorte de conflit, continue de rencontrer du succès chez les producteurs de canne. Il existe une continuité forte avec le passé, basé sur le charisme du leader, mais la rupture ne doit pas non plus être négligée: tout n'est plus toléré dans un contexte de crise, notamment l'enrichissement personnel. En effet, la figure du leader traditionnel est partiellement remise en cause aujourd'hui avec la crise économique et la fin du PRI aux mains de l'Etat: les réseaux de loyauté créés par le leader ne fonctionnent plus aussi bien et il s'ensuit une crise de légitimité.

Les mobilisations qui se sont tissées dans le secteur sucrier ont abouti à des représentations particulières et des pratiques spécifiques. Dès les années 1970, on assiste à l'émergence d'acteurs « alternatifs » dans le secteur sucrier - comme le padre Bonilla lors de la mobilisation de San Cristobal - qui contribuent à la diversification des pratiques organisationnelles. Toutefois, celles-ci ont été « étouffées » par un Etat omniprésent, qui n'a pas hésité à faire preuve d'autoritarisme lorsque les événements en décidaient ainsi.

L'ouverture politique a « délégitimé » les pratiques violentes, alors que le libre-échange commer-

29. C'est le sociologue français Michel Offerlé qui a enrichi les notions de répertoire d'action collective à l'aune de l'actualité. Il en dénombre trois nouveaux, liés aux phénomènes contemporains : les registres de la mobilisation du nombre, du recours au scandale et des discours d'expertise (Offerlé, 1994).

cial a plutôt « crispé » les acteurs du secteur, qui perçoivent la prééminence du marché comme un danger. Toutefois, l'ouverture politique a favorisé la recrudescence des luttes dans le secteur qui en appelle à l'Etat pour sa défense et pour continuer un rôle de régulateur du marché. Les dynamiques qui s'entremêlent dans le secteur sucrier sont complexes : il s'y tisse des dynamiques tout autant globales que locales.

Aujourd'hui, les pratiques et les mobilisations dans le secteur sucrier apparaissent syncrétiques : les producteurs s'identifient à un ensemble de valeurs propres au système sucrier mis en place par l'Etat, mais ces référents politiques et culturels acquièrent de nouvelles significations dans un contexte qui oblige le système sucrier à évoluer.

Les producteurs de canne à sucre et leurs organisations locales sont les plus touchés par ces changements qui proviennent d'événements internationaux mais aussi propres au pays. Ces organisations ont conscience des transformations importants qui les attendent, bien que discours et pratiques se contredisent parfois.

BIBLIOGRAPHIE

- Arias, Raúl; Nuñez, Cristina (1992), « Veracruz: la difícil transición a la modernidad », in Luisa Paré; Carlos Casas y Juan Carlos Hernández, *El campo y la modernización*. Veracruz, Centro de Estudios Agrarios.
- Baitenman, Helga (1997), *Rural Agency and State Formation in Postrevolutionary Mexico: The Agrarian Reform in Central Veracruz (1915-1992)*. Pittsburgh, University of Michigan.
- Cordero Díaz, Blanca (1992), *De la valentía a la honestidad. La construcción de la política cañera en una arena de poder cambiante*. México, Centros de Estudios Antropológicos-COLMICH.
- Crozier, Michel; Friedberg, Erhard (1977), *L'acteur et le système*. Paris, Le Seuil.
- Delhoume Catherine (2005), *Le Mexique dans un contexte d'ouverture. Ruptures et continuités des pratiques sociales paysannes. Le cas de deux or-*

ganisations de producteurs de canne à sucre dans l'Etat du Veracruz. Thèse de sociologie, février 2005, IEDES (Institut d'Etude du Développement Economique et Social) Paris I.

- Domínguez Perez, Olivia (1984), « Los comunistas en San Bruno », in *Memorias del encuentro sobre historia del movimiento obrero*. Puebla, Universidad Autónoma de Puebla.
- Falcón, Romana; García Morales, Soledad (1986), *La semilla en el surco: Adalberto Tejeda y el radicalismo en Veracruz (1883-1960)*. México, El Colegio de México.
- García Morales, Soledad (1989), « Manuel Peláez y Guadalupe Sanchez: dos caciques regionales », in *La Palabra y el Hombre*. Veracruz, Universidad Veracruzana, 125-136.
- Gordillo Gustavo, Rello Fernando (1981), « Ejido y movimientos campesinos ». *Solidaridad*, septiemb.
- Mestries, Francis; Igartúa, Gabriela (1987), « El movimiento cañero de Veracruz a principios de los setentas » in L. Paré (coord.), *El Estado, Los Cañeros y La Industria Azucarera, 1940-1980*. México, Universidad Metropolitana.
- Offerlé, Michel (1994), *Sociologie des groupes d'intérêt*. Paris, Montchrestien.
- Olvera, Alberto; Quiñónez, Efraín (2001), « El contexto de la organización social en Veracruz », in Jaime Castillo; Elsa Patiño y Sergio Zermeño, *Pobreza y organizaciones de la sociedad civil*. Puebla, Universidad Autónoma de Puebla.
- Reyes Osorio, Sergio; Stavenhagen, Rodolfo (1979), *Estructura agraria y desarrollo agrícola en México. Estudio sobre las relaciones entre la tenencia y el uso de la tierra y el desarrollo agrícola en Mexico*. México, Fondo de Cultura Económica.
- Tarrow, Sydney (1989), *Democracy and Disorder: Protest and Politics in Italy 1965-1975*. Oxford, Clarendon Press.
- Tilly, Charles (1976), *From Mobilization to Revolution*. Reading, Addison-Wesley.

PÉRIODIQUES

- *El Diario de Xalapa*
- *La Jornada*